

Chères et chers camarades,

Au cœur d'une période politique instable et troublée, est en train de se structurer un paysage politique nouveau. La situation a connu ces dernières années et ces derniers mois des accélérations face auxquelles nous ne sommes pas restés immobiles. Nous avons cherché, innové, mené bataille, des batailles difficiles, non sans avancées, mais sans obtenir de résultats suffisants au regard de nos ambitions politiques. Il faut cependant mesurer que depuis plus de dix ans, dans la foulée des bouleversements internationaux survenus à la charnière des années quatre-vingt-dix, l'idée de transformation sociale, l'idée-même de gauche sont en danger dans notre pays, comme elles le sont, parfois de manière encore plus exacerbée, ailleurs. Notre combat, mêlé à celui d'autres forces politiques, syndicales, associatives, a permis de maintenir ces idées en vie, mais nous savons que les modifications à l'œuvre exigent d'élever encore le niveau de notre intervention, ce d'autant que notre peuple ne peut plus se passer de résultats concrets, utiles à sa vie quotidienne et à son vivre ensemble, utiles à restaurer un projet commun.

Cette situation politique est directement le reflet de la crise du capitalisme et de la crise de civilisation que les forces dominantes ont provoquée pour assurer leur fuite en avant. Ces dernières décennies, la gauche est passée de force du mouvement dans une phase de conquêtes, à force de résistance dans une phase de reflux. Dans ce contexte, des forces socialistes assument non seulement une capitulation en rase campagne, mais cherchent à se placer résolument parmi les forces de domination. La politique menée aujourd'hui par le gouvernement de Manuel Valls, sous la haute autorité de François Hollande, ainsi que par les forces sociales-démocrates européennes, tourne le dos aux analyses et aux valeurs de la gauche. Il s'agit moins pour nous de les défendre, de jouer les gardiens du temple que de les incarner, de les porter, de les rendre vivantes pour aujourd'hui et pour demain. Il ne s'agit pas de se placer en censeurs ou en juges de moralité. Il s'agit de mener un combat politique avec notre peuple. *L'Humanité* publiait à la rentrée un sondage selon lequel beaucoup se situent encore profondément en fonction de ce clivage. Il existe dans ce pays nombre d'hommes et de femmes qui ne se situent pas, tout simplement, qui se sentent étrangers non seulement à cette distinction, mais plus largement à la chose politique. Mais il ne nous est pas indifférent de mobiliser le peuple de gauche dans la bataille parce qu'il représente encore une force considérable, malmenée ces dernières années, et qui est en attente d'une dynamique jusqu'ici introuvable à ses yeux. Quels sont ses repères ? Les valeurs originelles de la République. Non pas comme une proclamation vide de sens, mais comme un projet à accomplir. Lorsque nous parlons de la République nous savons que pour beaucoup, elle n'est plus qu'une coquille vide, un alibi, une promesse trahie. La République elle-même est une idée à reconquérir.

La nature des institutions dans notre pays et en Europe finit par provoquer un sentiment d'impuissance croissant qui libère des espaces pour les hommes et femmes prétendument providentiels, et pour les populismes, mais surtout pour la désespérance et le renoncement. Elles organisent la vie démocratique dans une verticalité qui condamne le peuple à être gouverné, à abdiquer sa souveraineté, et place la République dans situation de faiblesse face à des pouvoirs qui gagnent en puissance, basés sur la propriété. Une verticalité qui a conduit à affaiblir la démocratie face au marché et qui a permis l'accaparement du pouvoir réel par une petite oligarchie ; voir arriver un banquier de chez Rothschild à la tête du ministère de l'Économie en France, après y avoir vu des dirigeants d'entreprises du Cac 40 et des avocats d'affaires, ne relève pas simplement de l'anec-

dote. Les dernières modifications institutionnelles sont clairement situées dans une logique d'aggravation de cette situation, dans la droite ligne des préconisations de la Commission européenne : évitez les consultations populaires. Depuis 2005, nous sommes entrés dans une nouvelle ère, glaciaire. La question de savoir qui décide, qui exerce le pouvoir est donc une question centrale pour les forces qui refusent la domination des humains par les puissances d'argent. Il faut y répondre par un processus de luttes sociales et politiques, un processus de conquêtes, un processus qui doit prendre force dans la contre-offensive à la réforme territoriale. C'est cette question qui nous réunit aujourd'hui, avec en son sein le nœud que constituent les élections départementales, rendez-vous crucial de la période. Une note faisant le point de l'ensemble de nos campagnes et initiatives politiques me permettra d'y concentrer l'essentiel de mon propos.

Qui décide ? Et pour quels intérêts ? Nous avons de nombreux exemples assez clairs dans les entreprises en lutte de nos départements. Et depuis la rentrée, les choses s'accélèrent. Les échéances du budget de l'État et de celui de la Sécurité sociale, conjuguées aux attaques contre les collectivités locales, vont porter la marque d'une politique d'austérité encore accentuée, de façon inédite

9,6 milliards d'économies sont prévus sur le budget de la Sécurité sociale cette année, et 7,7 pour le budget de l'État. Les coupes budgétaires se traduisent par des services de l'État et des services publics de plus en plus en difficulté pour faire face aux besoins, par des organismes en danger faute de voir leurs dotations reconduites et des associations en situation d'asphyxie, tandis que les multinationales continuent d'augmenter les dividendes comme nous l'avons vu au premier semestre 2014, avec 30% d'augmentation pour les entreprises du Cac 40 entre avril et juin. Pour montrer l'efficacité du pacte de responsabilité, citons Veolia qui vient de faire 151 millions d'euros de bénéfices en un semestre et qui annonce qu'elle ne mettra « pas un euro de plus dans la SNCM », où l'on annonce 800 suppressions d'emplois. Tout cela s'accompagne de velléités d'extension du domaine de la concurrence et de la marchandisation, certes dans les transports, mais aussi par exemple dans le domaine médical.

Ainsi, le Premier ministre s'est rendu à la City de Londres pour dire son amour du business et charger une fois de plus les chômeurs en critiquant la protection sociale qui les conforterait dans cette situation. Comme quoi la sortie de François Rebsamen à peine entré dans son costume de ministre du Travail n'était pas qu'une maladresse. Ce dernier a d'ailleurs récemment lancé un vibrant hommage au libéralisme dans une interview débridée qui laisse peu de doutes. Enfin, le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, a continué à expliquer que le niveau des salaires et des droits de ceux qui ont un emploi était l'une des raisons majeures du chômage. Il y a donc un vrai débat au sein du gouvernement, sont-ce les chômeurs ou les salariés qui sont responsables du chômage ? C'est insupportable. Et lorsque le ministre de l'Économie ajoute que "si nous continuons indéfiniment à défendre ceux qui ont un emploi et ceux qui ont des actions, ça n'est pas comme ça que nous mènerons ce pays plus loin", mettant dans le même sac salariés et actionnaires, après avoir décrété la fin de la lutte des classes et l'avènement d'un nouveau compromis historique, l'entourloupe est presque parfaite.

Cependant, selon un sondage Odoxa dévoilé jeudi par Challenges et BFM Business, qu'on ne s'attendra pas de complaisance à l'égard de ceux qui refusent l'austérité, seuls 4 Français sur 10 estimeront "indispensable" de demander des efforts à la population pour améliorer la situation de la France, et plus des trois quarts d'entre eux rejetteraient l'idée d'une baisse des retraites ou des

remboursements de santé. Le restant de ce sondage s'avère assez contradictoire et il ne place pas l'assurance-chômage parmi les droits les plus intangibles, mais il traduit bien le fouillis idéologique dans lequel on maintient le débat public. La fragmentation sociale est à l'œuvre, la concurrence de tous contre tous, jusqu'à la guerre des pauvres. Mais pour renouer des fils communs, le refus de l'austérité qui s'exprime pour chacun doit devenir un refus de l'austérité pour tous. Car tous sont menacés, tous se voient imposer des sacrifices, tous voient le lien politique et social patiemment construit se défaire. Et tous, peut-être, commencent à mesurer que l'austérité est une histoire sans fin.

Ainsi, la prévision de croissance qui a servi de base à l'élaboration de ce budget a été contestée par l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture, montrant que l'ensemble des moteurs pour une relance économique effective est à l'arrêt. Le chômage, la pression salariale, la baisse des investissements, l'affaiblissement des services publics, les difficultés croissantes du tissu de petites et moyennes entreprises... tout cela crée les conditions d'une nouvelle dégradation.

Ce n'est pourtant pas assez pour Bruxelles, avide de réformes structurelles, comme on dit, et de réduction des déficits publics. Ainsi, la Commission met la pression sur le gouvernement pour aller au-delà de ce budget déjà insupportable. À moins qu'une partie de tout ceci ne relève d'une mise en scène visant à présenter le Premier ministre comme le valeureux défenseur d'une austérité raisonnée, si les deux mots pouvaient être mariés. Les libéraux prennent pour argument le seuil symbolique franchi des 2 000 milliards d'euros pour la dette publique et celui d'une dette approchant 100% du PIB annuel, continuant à instrumentaliser une situation à laquelle ils ne sont pas étrangers. La politique menée ne parvient même pas à remplir ses objectifs comptables, et comment le pourrait-elle ?

La question budgétaire doit être l'un des sujets-phares de nos mille rencontres, toujours avec le souci de démonter le coût exorbitant du capital. La période appelle un renouveau de notre bataille contre l'austérité qui doit être déclinée en tous domaines pour en montrer les effets concrets et ouvrir d'autres perspectives. « Nous vivons au-dessus de nos moyens depuis quarante ans », avait déclaré Manuel Valls sous les applaudissements émus du MEDEF. Posons la question à notre peuple : Qui vit au-dessus de ses moyens ? Parlons du concret de l'austérité et mettons sur la table nos propositions pour en sortir. Y-a-t-il trop de services publics, trop de crèches, trop de centres de santé, trop de PMI, trop d'équipements culturels et sportifs, trop de collèges, trop de lycées... ?

Un mot de plus pour souligner que l'emballement du débat à droite en vue de la présidentielle est en train de déboucher sur des offensives auxquelles nous devons prêter attention, car il s'agit pour elle à cette occasion, en plus de règlements de comptes, de renouer avec l'opinion et de continuer à avancer sur les idées. Cela renforce l'urgence de notre propre travail, qui connaîtra une étape importante lors de la conférence nationale. C'est le concours Lépine de l'austérité la plus tranchante et de la régression la plus innovante. Le nettoyage du Code du travail sera l'un des sujets sur la table. La question de la protection sociale sera également un sujet majeur et les mobilisations du 16 octobre seront un moment de riposte important. Tout ce que nous pourrons faire dans le cadre des collectifs STOP TAFTA jouera également un rôle essentiel dans cette bataille engagée contre les politiques libérales-austéritaires. Enfin, le collectif national pour une alternative à l'austérité, qui se réunit depuis la manifestation nationale du 12 avril dernier, vient de décider pour le 15 novembre une journée nationale de mobilisation décentralisée contre l'austérité et pour d'autres choix budgétaires. Notre parti doit engager toutes ses forces pour réussir cette initiative et en faire un événement majeur dans tout le pays, avec toutes les forces disponibles.

En évoquant ces questions, je ne crois pas avoir fait un long détour jusqu'au cœur de notre sujet. L'élaboration du budget constitue la marque ultime des choix politiques et, en l'occurrence, celui-ci en dit long sur l'état démocratique du pays, car nous pouvons douter qu'il serait approuvé. Nous

devons faire monter une grande bataille à partir des questions concrètes qui sont posées jusqu'à en faire un enjeu politique populaire. Et vous, voteriez-vous le budget ? Voteriez-vous l'austérité ? Belle question à amener dans un débat...

Qui décide ? Et pour quels intérêts ? La question vaut aussi pour la politique internationale, qui mériterait d'amples développements qui me sont impossibles aujourd'hui. Permettez-moi simplement deux remarques.

D'abord, au milieu de cette confusion « de fer, de feu, d'acier, de sang », la résistance littéralement héroïque du peuple kurde a coûté la vie à nombre d'entre elles et d'entre eux, notamment à Kobané, tandis qu'ils continuent à être niés dans leur existence de peuple. Les propos d'un représentant de l'État à leur encontre voici quelques jours sont intolérables. Ces propos insultent la République. Ce peuple est l'une des seules forces populaires conséquentes sur place en capacité de faire reculer l'organisation terroriste et totalitaire. Sans l'ONU, sans les forces progressistes de la région, quelle solution peut donc bien naître ? L'attitude des forces de la coalition et leur hypocrisie sont insupportables, elles renforcent notre solidarité à l'égard du peuple kurde.

Deuxième remarque. Lorsque des jeunes de notre pays se retrouvent enrôlés dans cette guerre insensée, sans fantasmer le phénomène, c'est le signe préoccupant d'un nouvel âge de l'intégrisme, ce projet politique totalitaire et réactionnaire qui, sous des formes diverses, entend soumettre la société à une vérité absolue, des règles absolues, un pouvoir absolu. Pour le combattre, il faut cependant se garder des amalgames et de la pensée paresseuse. Face à cela, de nombreux croyants réagissent et se tournent vers la société. Nous devons être attentifs à ces initiatives et engager le dialogue. C'est l'ensemble de notre direction et de notre parti qui doivent se sentir concernés par cette question, sur laquelle la droite et l'extrême droite ont fondé une partie de leur emprise.

C'est d'autant plus essentiel que le pays continue de se désunir et les divisions liées à la mise en place de l'affrontement identitaire se poursuivent. L'une des façons de définir notre raison d'être tient dans notre appel à lutter contre tout ce qui divise l'humanité et notre peuple, contre tout ce qui abîme l'humain, contre tout ce qui fragmente les producteurs de richesses matérielles et immatérielles pour servir les intérêts des puissances dominantes. Dans cet appel retentit l'écho du grand rêve égalitaire que d'aucuns cherchent à reléguer au musée et qui fait tant défaut à notre quotidien. Alors que la République est grippée, que sa cinquième version est à bout de souffle, que les citoyennes et citoyens sont relégués au rang de spectateurs, la volonté de faire du commun se dissout et se cherche d'autres manières d'exister. C'est l'une des dimensions de la crise démocratique. J'y viens.

En regardant le spectacle proposé, nombreux sont celles et ceux qui pensent que la politique ne peut plus rien pour eux, qu'elle leur est étrangère, extérieure, qu'elle n'est qu'une affaire d'ambitions personnelles, de places qui seraient « bonnes », de fraudeurs schizophrènes, d'une aristocratie coupée des réalités sociales... Dans une enquête d'opinion réalisée par Ipsos en janvier 2014, 63% des personnes interrogées déclaraient que le système démocratique en France fonctionne de moins en moins bien. À propos des décisions prises par les pouvoirs publics, 74% se sentent de plus en plus manipulés et 67% de plus en plus ignorés.

Les forces dominantes ont organisé l'impuissance politique, et pour que cette impuissance politique demeure, ils ont organisé l'impuissance populaire. Notre peuple a dû consentir, comme de nombreux peuples européens, de multiples abandons de souveraineté, à commencer par ceux liés aux politiques européennes. D'ailleurs, dans la même enquête, seuls 21% déclarent que l'appartenance de la France à l'Union européenne « tend plutôt à renforcer la démocratie en France ». Il faut dire que les citoyennes et les citoyens de notre pays ont fait l'expérience de nombreuses reprises que leur avis compte pour du beurre. Le moment le plus symbolique de cette réalité demeure le référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005, majoritairement rejeté, et quelques mois après appliqué par la grâce d'une décision liant l'exécutif et le Parlement. Mais aujourd'hui, voir François Hollande renier ses maigres promesses de campagne et prendre le contrepied des valeurs qui lui étaient prêtées, cela constitue également une violence antidémocratique. Lorsque le pouvoir sarkozyste a dû affronter un fort mouvement populaire contre sa réforme des retraites dont on savait qu'il était majoritaire dans l'opinion et n'en a tenu aucun compte, cela relève du même registre. Le décalage entre le pays et sa représentation politique à travers le prisme de modes de scrutin faits pour dégager des majorités au profit des deux forces dominantes est croissant. Et quand on commence à dresser le constat que quelle que soit la majorité en place, finalement, le cap politique varie peu, alors cela renforce la question : à quoi sert-il que l'on s'exprime ? Au bout du compte, chaque élection n'est-elle pas vécue comme une abdication du pouvoir populaire ?

La délégation de pouvoir s'est confortée et affermie sur la matrice de l'élection présidentielle, de ce prétendu lien entre un homme et son peuple qui lui confère une légitimité outrancière à exercer un pouvoir de type monarchique le temps de son mandat. On a entendu cependant, depuis quelques semaines, des bergers de troupeau appeler au respect de la fonction présidentielle sans quoi il n'y aurait plus de respect pour rien. C'est-à-dire pour l'ordre et le désordre établis. Le Président lui-même a quémandé de « préserver nos institutions qui sont le socle de la République », lui qui ne respecte pas ses promesses, lui qui contraint le Parlement, lui qui s'attaque aux collectivités locales, lui qui nous a soumis au contrôle budgétaire de la Commission européenne, lui qui continue de nous soumettre à la finance... Respecter le présidentielisme qui gangrène la démocratie, ne pas remettre en cause l'autorité suprême déboussolée, ce serait consentir de nouveau à abdiquer notre souveraineté, alors que l'évidence est en train d'apparaître au grand jour : la monarchie présidentielle est en pleine déconfiture, elle est en cause directement dans la crise politique que nous traversons.

La question démocratique n'est pas une question seconde. Le délitement politique que nous connaissons est l'objet de nombreuses discussions au quotidien, tant le spectacle rendu est affligeant. D'une certaine façon, cela fait partie des préoccupations. Il faut nous appuyer sur cette réalité parfois déroutante mais ô combien fondée, rencontrer cette colère, cette révolte, cette défiance. Nous devons le faire, non pas pour alimenter les penchants populistes, non pas pour demander qu'on nous donne le pouvoir, comme le font pour leur propre compte les autres forces politiques extrême droite comprise, mais pour que le pouvoir n'échappe pas à la souveraineté populaire. C'est pour nous la question centrale. On nous demande parfois quelle est la nature du régime que nous préconisons. C'est un régime de souveraineté populaire, de participation et d'intervention citoyenne, de gouvernement du peuple. Oui, plutôt que le peuple soit gouverné, nous voulons qu'il gouverne. Sans emprunter ce chemin, nous demeurons dans une démocratie d'apparence.

Poser la question du pouvoir, enfin, c'est se demander : le pouvoir pour qui, en faveur de qui ? C'est poser la question sociale, c'est parler d'appropriation sociale, c'est parler répartition des richesses produites, c'est parler réponse aux besoins, c'est parler services publics, c'est poser la question de solutions réelles à la crise... Quand on leur demande quels sont les éléments qui fragilisent le plus

la démocratie, les personnes interrogées dans l'enquête dont j'ai déjà parlé citent d'abord pour 50% d'entre eux « l'impuissance des gouvernements, quelle que soit leur orientation politique, à apporter des solutions à la crise économique ». C'est au croisement des deux que le Front national renforce son emprise, y ajoutant comme ciment ses vieilles haines.

Pour nous, il ne s'agit pas de porter cette revendication de changements institutionnels comme un préalable, comme une baguette magique, mais comme une nécessité qui appelle des luttes, elle aussi, des luttes qui se mêlent aux luttes sociales, encore une fois. Il ne s'agit pas d'enfermer dans ce cadre notre projet de société, ni même de se contenter d'une réponse institutionnelle à la crise démocratique, mais bien de faire de l'exercice avancé de la souveraineté populaire une pierre angulaire de la transformation sociale. Il s'agit de faire émerger de nouvelles dynamiques où l'on a semé le renoncement. Et c'est notamment en pratiquant l'extension du domaine de la démocratie au champ de l'économie et des institutions privées de l'utilisation de l'argent que l'on pourra mettre en cause la domination des forces de la finance. Il y a urgence démocratique, en même temps qu'il y a urgence sociale, car les institutions sont en train de connaître un verrouillage de plus en plus sévère de sorte que le peuple continuera d'être marginalisé tant et plus et de voir se réduire ses possibilités d'intervention, de voir s'amenuiser les espaces où il sera possible de créer du rapport de force. Les incendies de centres des impôts, à leur manière, sont aussi la contestable illustration de cette impuissance populaire. Et, dans un autre registre, on voit bien comment certaines forces utilisent les réseaux sociaux pour maintenir les citoyens dans une sorte d'illusion démocratique, alors que l'expérience montre que la Toile peut, plus encore que permettre l'existence de contre-pouvoirs, jouer un rôle dans l'émergence de nouveaux possibles.

Nous prônons donc une VI^e République. Parce qu'il convient de refonder le pacte républicain, de refaire de la République un bien commun et un projet partagé, de reprendre le fil de l'élan révolutionnaire qui a bousculé les dominations séculaires. Parce que l'émergence de pouvoirs non démocratiques qui ont rogné la souveraineté populaire et qu'elle a mis en cause le caractère laïque de la République, en s'attaquant à la souveraineté populaire, à l'égalité des droits, et pour finir nécessairement au vivre ensemble. Souveraineté populaire et droits. Décidément, ne pas parler de droits politiques sans parler de droits sociaux. Et de droits effectifs.

Aussi, nous proposons de déprésidentialiser à tous les étages en portant une conception de la décision beaucoup plus délibérative, associant élus et citoyens, et une conception de l'élu non plus comme dépositaire d'un pouvoir mais exerçant une responsabilité, car nous voulons une République citoyenne. Nous proposons également de détechnocratiser tous azimuts et de déprofessionnaliser la politique et en cherchant la participation du plus grand nombre à la décision. Nous proposons une véritable séparation des pouvoirs qui revalorise le pouvoir législatif, qui donne son indépendance au pouvoir judiciaire, qui établisse le pluralisme et la pleine liberté de la presse menacée au plan local comme national. Nous proposons une nouvelle ère de la coopération qui fonde d'autres rapports entre les institutions, entre les territoires, entre les peuples, et nous pointons l'urgence de penser la dimension internationale de la démocratie et sa dimension européenne, car nous voulons une République solidaire. Nous proposons de faire entrer la démocratie dans l'institution entreprise et d'ouvrir de nouveaux droits aux salariés, car nous voulons une République sociale. Nous proposons, en somme, un nouvel élan démocratique pour que dans un processus de débat permanent où les citoyens, y compris les résidents étrangers, ne seront plus laissés en marge, et seront saisis de l'élaboration à la décision. Nous ne voulons pas cantonner le débat à telle ou telle mesure miraculeuse mais repenser l'esprit de nos institutions. Tout cela suppose cependant des mesures concrètes et audacieuses que je ne détaillerai pas ici, qui restent pour par-

tie à débattre et à inventer avec notre peuple. Car les institutions en soi ne suffiront pas à créer le mouvement populaire indispensable à la vitalité démocratique et sociale.

Ce combat est le nôtre. Il est essentiel. Nous l'avons encore mené voici quelques mois au moment de l'affaire Cahuzac en appelant à refonder la République, et réitéré quelques mois plus tard lorsque Pierre Laurent a été reçu par le Président de la République et qu'il lui a remis une déclaration solennelle. Nous avons produit un travail important en 2001, revu en 2005 sous la responsabilité de Patrice Cohen-Séat, et Nicole Borvo a écrit un livre, l'année dernière, intitulé *Génération VI^e République*, publié chez Arcane 17. Nous avons porté cette exigence avec le programme *L'humain d'abord*, lors de la présidentielle de 2012, et appelé à l'élection d'une Constituante, et amorcer un processus constituant demeure indispensable. Nous ne sommes pas seuls à y réfléchir à gauche. Beaucoup d'hommes et de femmes sont sensibles à cette question. Les signatures récoltées par l'initiative de Jean-Luc Mélenchon en témoignent. Et il faut que converge tout ce qui peut faire grandir le questionnement autant que les envies de révolution citoyenne. De son côté, pour ne pas être en reste, le Président de l'Assemblée nationale ouvre des débats sur l'organisation de l'exécutif, notamment, tandis que Arnaud Montebourg semble revenir vers une préoccupation qu'il avait portée en son temps. Mais la question agite aussi les esprits à droite, parce que la fragilité de l'édifice préoccupe, parce que certains, jusqu'à l'extrême droite, voient dans un régime autoritaire une issue capable de convaincre. On entend également des libéraux qui, sans aller jusque là, défendent la délégation de pouvoir en demandant aux élus de faire leur travail et d'être les décideurs dont l'économie a besoin sans vouloir en permanence revenir au peuple (sic). Cela relève des mécaniques de marchandisation de la politique qui sont en route, non sans habileté parfois, allant chercher aux États-Unis mais pas seulement des pratiques prétendument révolutionnaires, mais surtout revisités à la sauce marchand de vin. Tout ce qui a été entrepris pour réduire la souveraineté populaire ces dernières décennies ne l'a pas été par hasard, c'est bien la prise de pouvoir d'un petit nombre qui resserre son emprise.

C'est un débat central qui va être amené à prendre de plus en plus d'importance à mesure qu'on s'acheminera vers la fin de ce laborieux quinquennat. Je vous propose d'engager un travail d'actualisation de notre projet de refondation de la République, qui pourrait être amorcé dès la conférence nationale et d'imaginer les étapes suivantes d'une bataille politique intensifiée sur cette question.

Face à cette réalité, l'action engagée par le pouvoir en place ne porte, loin s'en faut, aucune ambition de nouvel élan démocratique. L'un des premiers actes que nous pourrions poser sur la voie de la VI^e République, c'est de faire échec à la réforme territoriale initiée par ce gouvernement, allant plus loin même que les projets avortés de la droite sarkozyste. Pour le pouvoir central dominant le peuple et dominé par les marchés, les communes ou les départements, c'est trop de pouvoir aux gens, c'est trop de prise en compte des besoins, c'est trop de particularismes et de diversité, c'est trop de place à la créativité, c'est trop d'obstacles à la marchandisation, c'est trop de discussions, trop de palabres, trop de démocratie et, bien sûr, trop de dépenses. « Réformer nos territoires pour réformer la France », c'est ainsi que François Hollande a intitulé sa tribune dans la Presse quotidienne régionale : nous sommes donc au cœur d'une réforme de l'État — réforme au sens libéral du terme et non pas littéral, il va sans dire. Il s'agit résolument, dans cette nouvelle étape, de faire la jonction entre l'État et le marché, de faire de l'État un instrument intégrant les objectifs du marché. Quelle fut l'une des premières décisions prises par la Troïka en Grèce ? Une réforme de réduction de la démocratie locale, et c'est partout en Europe que s'amorcent des mouvements analogues.

Cette réforme porte en elle des bouleversements majeurs de notre vie démocratique et constitue un ensemble de modifications de portée constitutionnelle. Une VI^e République qui ne dit pas son nom mais qui serait pire que la V^e, déjà tant de fois modifiée, ayant vu ses déséquilibres à moult reprises aggravés, comme par exemple par l'instauration du quinquennat et de l'inversion du calendrier électoral. De quoi s'agit-il, donc ?

« Un premier volet a déjà été ouvert en janvier 2014 avec la loi dite de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, nous explique le gouvernement. La création d'un nouveau statut pour ces dernières amorcera une vraie clarification de l'exercice des compétences au niveau local. (...) Le deuxième volet de la réforme territoriale vise à réduire le nombre de régions en métropole de 22 à 13. » Et le troisième vise à répartir les compétences dans le nouveau fatras ainsi créé, jusqu'à s'attaquer à la commune, cœur battant de la République, et à la clause de compétence générale qui est une liberté démocratique fondamentale.

C'est clair, le squelette institutionnel serait articulé sur la métropole, la région et l'Europe, avec la volonté d'ajuster les périmètres des collectivités à l'organisation des décideurs économiques. Pour faire passer la pilule, les arguments employés sont connus. La métaphore pâtissière du mille-feuilles a été utilisée pour laisser à penser qu'il s'agissait de gagner en lisibilité et en efficacité — à l'arrivée, on aura quasiment un Paris-Brest. En réalité, les chiffres d'économies annoncés, en moyenne 18 milliards d'euros, se sont révélés farfelus, relevant plus d'objectifs de réduction que d'autre chose et les études d'impact comme cela a été révélé par nos parlementaires au Sénat étaient d'une insolente indigence. L'efficacité des mesures en question du point de vue de l'organisation du travail et des services rendus ne serait pas au rendez-vous, et l'on commence à le voir en étudiant la fusion d'administrations qui n'ont rien en commun et en mesurant que le niveau d'organisation nécessaire n'est pas forcément celui proposé dans la loi. Pour ce qui est du choc de simplification, ou de clarification ou de ce que vous voulez, eh bien ! il commence à avoir un sérieux coup dans l'aile avec les annonces du Premier ministre sur le maintien d'une poignée de départements ruraux et l'existence de départements à la carte, suivant qu'il existe une métropole ou qu'il n'y en a pas, avec un découpage régional qui au-delà du bien-fondé de ses motivations est d'une incohérence inévitable puisqu'il a été fait sur le coin du bureau de François Hollande avec quelques amis socialistes de bon conseil. Quant à l'utilisation de la défiance à l'égard des responsables politiques, et des institutions de façon générale, qui a servi à justifier la diminution du nombre d'élus locaux et d'assemblées désignées au suffrage universel, il est indigne de représentants de l'État.

Ce qu'il faut entendre, c'est la foule de contradictions qui émaillent le discours, en particulier la tribune de François Hollande dans la presse quotidienne régionale. Il faut répondre aux inquiétudes des populations qui sont à l'écart des centres les plus dynamiques, mais on renforce l'affirmation de métropoles sur une partie urbanisée du territoire. Les communes sont « une petite République dans la grande », mais ne seront plus « la structure de proximité et d'efficacité de l'action locale ». Les conseils généraux sont appelés à disparaître à l'horizon 2020, mais le département demeure « en tant que cadre d'action publique » et restera une circonscription de référence essentielle pour l'État. Il s'agit d'offrir « une meilleure qualité de service » tout en diminuant les ressources globales des collectivités... La réduction des dotations aux collectivités se monte à 3,7 milliards d'euros cette année, opération répétée trois fois, portant le total à 11 milliards, soit plus d'un quart du montant global actuel. Il s'agit d'une saignée insupportable à laquelle s'ajouteront les mesures budgétaires frappant des organismes publics ou semi-publics sur les territoires. Les collectivités locales seront au régime sec avec à terme 28 milliards de baisse des dotations d'État sur 5 ans, quand elles représentent 68% de l'investissement public. Au passage, partout, dans les collectivités, nos élus sont en train de réfléchir à la façon d'organiser la résistance, avec la population. Plus de 13 000 communes ont délibéré sur le vœu de l'Association des maires de France contre la

baisse des dotations, pointant ainsi qu'il ne saurait y avoir de relance économique sans investissement, sans service public. Cela témoigne des possibilités d'action et de rassemblement sur un sujet qui est au cœur des motivations de la réforme territoriale.

Pour que l'exécutif s'engage de la sorte dans le démarchage pour la réforme et pour que le MEDEF au plan local et national y tienne tant, c'est que cette réforme est profondément structurante. Elle répond en effet à trois objectifs : imposer l'austérité (ce qu'ils appellent réduire la dépense publique), attiser la concurrence entre territoires (ce qu'ils appellent la compétitivité), ouvrir de nouveaux espaces de profit pour le marché (ce qu'ils appellent rationaliser). Ces trois objectifs ne peuvent être atteints qu'en détruisant la démocratie locale. Les mesures envisagées vont porter atteinte à la proximité en éloignant les citoyens des centres de décision, favoriser l'emprise d'une technocratie formée aux écoles de la Commission européenne, ajouter au présidentielisme, à la concentration des pouvoirs et à l'uniformisation politique, nier l'histoire des territoires, leurs solidarités construites patiemment, leurs innovations pour répondre aux besoins, satelliser les associations, les compagnies culturelles, les clubs sportifs, et mettre en place une République à la carte inextricable et se faisant à l'idée des inégalités territoriales... Nous sommes opposés à la vitrification de la commune, à la disparition du fait communal alors qu'elle est le lieu où se forge le vivre ensemble et où mature l'aménagement du territoire. Nous sommes opposés à la suppression des départements, qui jouent le rôle le plus fort dans le domaine de l'action sociale, le rôle le plus structurant pour l'égalité territoriale, et c'est en réalité à cela que l'on veut du mal. Nous sommes opposés à la fabrication de grandes régions sans unité, conçues comme des duchés et des guichets au service du marché. Nous sommes toujours opposés à des institutions métropolitaines trustant tous les pouvoirs dans une recentralisation préoccupante. Nous sommes opposés à la transformation des intercommunalités en nouvelles collectivités gigantesques visant à se substituer aux communes. En quelques mots, ce que les citoyennes et citoyens doivent savoir, c'est qu'on leur prend le pouvoir, qu'on leur enlève du pouvoir, qu'on veut leur confisquer plus encore la parole. Et qu'on veut leur imposer des sacrifices.

Alors, que proposons-nous ? Nous proposons de remettre à plat l'organisation territoriale sur la base de quatre points cardinaux : démocratie, proximité, coopération, services publics. Cette remise à plat exige une réforme fiscale renforçant à la fois la libre administration des collectivités et les outils de péréquation. Nous voulons une démocratisation qui mette à mal les logiques de baronnies et de grands duchés, les logiques de clientèle qui peuvent exister parfois dans les institutions actuelles. Nous sommes favorables à l'émergence, avec les collectivités locales, de nouveaux types d'institutions dont l'objet n'est pas d'exercer un pouvoir mais de le partager, ou plus exactement d'ouvrir des espaces de coopération, de réflexion, d'action regroupant les collectivités existantes et les forces des territoires. Cette remise à plat ne peut se faire que dans un cadre républicain unifié. Nous ne sommes pas opposés à des regroupements de territoires, à condition que cela soit sur la base de projets convergents et sanctionné par référendums. Ce qu'il convient de réinventer, dans ce schéma, c'est aussi le rôle de l'État qui n'en finit plus à la fois de se désengager financièrement et dans le même temps de prescrire et de transférer des compétences, conduisant les collectivités à être de plus en plus de simples administrations déconcentrées sans moyens. Nous ne voulons pas d'un État autoritaire, mais d'un État catalyseur de projets et de synergies, investi pour les grands projets structurants utiles, développeur de solutions publiques, et d'un État qui joue son rôle à son échelle pour le transport, le logement, l'école, la santé, l'énergie, la culture, l'environnement, la justice, la sécurité, la garantie des droits...

Leur réforme territoriale n'est pas majoritaire chez les élus, qui ont de multiples manières partout manifesté leur opposition plus ou moins virulente. Elle n'est sans doute pas majoritaire dans le pays. Elle est à l'origine de fractures au sein de la majorité instable du gouvernement, comme le montre le dernier épisode des récriminations du PRG. Un peu partout des initiatives se prennent,

y compris dans le cadre institutionnel. La bataille engagée par Christian Favier dans le Val-de-Marne témoigne des possibilités de résistance qui s'expriment localement. Les élus de l'ANECR sont à l'offensive depuis des mois dans cette bataille et font grandir des convergences. Cette réforme a été menée dans la précipitation et l'improvisation les plus totales, avec une brutalité indigne de la République. Cette démarche traduit aussi de la fébrilité et la sortie de Manuel Valls devant l'ARF, maintenant sa réforme, pleurant les applaudissements, mais inventant au passage de possibles recettes fiscales autonomes pour les régions en témoigne. Ce n'est pas la première fois que l'on essaye de faire rentrer les élus dans le rang par une politique du susucre. Même pour le Grand Paris, ou la métropole marseillaise, notre bataille commence à marquer des points, même s'ils n'ont toujours pas renoncé à leurs perspectives finales. Manuel Valls a cependant continué avant-hier à jouer les gros bras devant les élus franciliens.

Toutes et tous, nous sommes convaincus que ce n'est pas une question d'élus, c'est une question de citoyennes et de citoyens. À la Fête de l'Humanité, nous avons lancé la pétition pour un débat public et un référendum sur la réforme territoriale. Les communistes ont commencé à s'en emparer. Je vous propose de donner un coup de fouet à cette campagne dont nous voulons faire, loin d'un débat technique de la réforme, un moment de convergences contre l'austérité, pour que vivent et se développent les services publics de proximité, pour l'avenir de nos communes et de nos territoires, pour la démocratie. Nous voulons accompagner l'intervention de nos parlementaires pour qu'ils portent la voix des citoyens, à l'occasion du prochain débat parlementaire. Le 28 octobre prochain, le Premier ministre prendra la parole devant le Sénat pour une déclaration du gouvernement, en amont du débat parlementaire qui se rouvre sur la réforme territoriale. Le second texte sur la loi de réorganisation territoriale et notamment des compétences arrivera, quant à lui, fin décembre au lendemain du vote de la loi de finances. Faisons résonner dans cette période le débat public et citoyen, en organisant ces rencontres, ces convergences, citoyens, élus, syndicalistes, personnels territoriaux, acteurs économiques, personnalités du monde de la culture, de la santé, du sport, ou de l'éducation... Partout, fixons-nous des objectifs, multiplions les rencontres dans les quartiers, les entreprises, les mairies, les sièges de collectivités, les Maisons de la solidarité départementales... Donnons la parole à celles et ceux à qui on veut aujourd'hui la confisquer ! Faisons monter l'idée que notre peuple ne saurait être mis devant le fait accompli d'une telle modification des règles démocratiques. Pas de réforme de la démocratie sans démocratie. Si nous menons cette bataille, c'est pour la gagner !

Enfin, la réforme territoriale, la bataille pour une VI^e République doivent être des sujets majeurs des mille rencontres que nous organisons et je vous propose que nous tenions l'une de ces mille rencontres à Paris avec Pierre Laurent et de nombreux acteurs préoccupés par cette question. Sur le thème de « J'aime mon département, j'aime ma commune », sur le mode « Moi, ma République », on peut faire lever un mouvement nouveau. Car les dynamiques démocratiques et sociales de nos territoires sont profondément menacées. C'est le peuple qu'on emprisonne en menant cette réforme à son terme, faisons mesurer la gravité de la situation.

Il s'agit donc pour nous, non pas de défendre le statu quo, mais de porter cette ambition d'un peuple qui gouverne. Y compris au plan local. Cette campagne, est plus que jamais indispensable à l'aube de nouvelles échéances électorales qui menacent de se tenir dans un trouble profond. Menner cette bataille pour un débat public, pour un référendum, contre la réforme territoriale, c'est se mettre en position de peser plus fort lorsque s'ouvrira la phase active de la campagne.

Austérité, réforme territoriale, élections départementales, voilà pour nous les trois termes de l'équation nationale à laquelle nous voulons faire face. Les élections départementales ne doivent pas être un objet politique isolé, déconnecté de notre bataille générale : par nature, à cause de tous les changements en cours qui la concernent, elles seront un moment clef de la bataille et doivent être pour nous un objectif de mobilisation, car nous ambitionnons d'y faire percer les idées sur lesquelles nous menons bataille à gauche. Elles seront un révélateur, un premier moment de cristallisation politique de la séquence ouverte avec le gouvernement Valls.

Les sénatoriales, j'en dis quelques mots, ne traduisent sans doute que de manière atténuée l'état politique du pays. Elles marquent une nouvelle défaite pour le Parti socialiste, qui perd la majorité et la présidence au profit de l'UMP. Le FN fait son entrée dans la haute assemblée, mais est-ce utile de donner du lustre à ses victoires ? Pour notre parti, il s'agit d'un nouveau recul avec la perte de trois sièges sur cinq, mais nous ne devons pas noircir ce résultat qui dans le contexte politique difficile que nous connaissons, après les pertes des élections municipales, n'était absolument pas acquis. Dans de nombreux endroits, nous avons rassemblé bien au-delà de nos rangs. La situation aurait exigé que nous rassemblions plus encore, et c'est là la marque d'une difficulté que nous devons affronter.

Les élections départementales et régionales à venir auront sans doute des déterminants communs, mais huit mois les sépareront et les modes de scrutin diffèrent sensiblement. Nous devons donc aborder les choses dans l'ordre.

Les élections départementales seront donc les premières d'une nouvelle phase dont nous devons prendre la mesure, ce d'autant que les territoires des cantons ont été multipliés par deux et que l'ensemble des conseillers sera désigné en même temps. Je le rappelle, dans chaque canton, il convient de présenter deux candidats titulaires à parité et deux candidats suppléants à parité également, soit quatre candidats par canton, c'est quasiment une liste. Pour se maintenir au deuxième tour, il faut atteindre 12,5% des inscrits.

J'ai déjà fait état du contexte qui entoure le scrutin : au-delà du climat politique profondément dégradé, la disparition des départements a été annoncée par le gouvernement et la diminution des dotations inscrite dans le budget. La participation risque en plus d'être affectée par le caractère isolé de cette échéance souvent couplée avec d'autres élections (l'abstention était de 35% en 2008 et de 56% en 2011) mais on peut se demander à quoi joue le gouvernement lorsqu'il annonce la suppression des plis électoraux. Cette réalité à laquelle nous ne nous résolvons pas risque de créer des conditions difficiles concernant l'accès au deuxième tour des candidats arrivant en troisième position. Selon certaines études, la gauche, dans son acception traditionnelle, pourrait être absente d'un tiers des cantons à l'issue du premier tour.

La droite et l'extrême droite se sentent pousser des ailes. Cinquante-cinq départements ont actuellement une majorité de gauche et il semble que si la tendance des municipales se confirmait, la perte annoncée, soit d'une bonne moitié, ce qui ouvrirait de très mauvais coups supplémentaires pour nos populations. Nous recensons 227 conseillers généraux communistes et apparentés répartis sur 60 départements. N'oublions pas que nombreuses sont les forces politiques qui ont intérêt à nous rayer de la carte départementale et que sans doute des stratégies, déjà, se mettent en place pour cela.

Il convient donc de déterminer nos objectifs. Il s'inscrivent dans le cadre des ambitions politiques que nous portons depuis le mois de juin afin de rassembler largement toutes les énergies disponibles pour des politiques de gauche. Pour la première fois, ces élections seront réellement nationales et nous devons faire vivre une bataille nationale, ancrée dans le réel, déclinée dans nos territoires, et bâtie sur place avec les hommes et les femmes prêts à s'engager. C'est pourquoi la

chose la plus déterminante, celle qui constituera notre porte d'entrée dans la dynamique à construire, c'est le projet de fond que nous porterons : contre l'austérité, pour une autre réforme territoriale (qui n'exécute pas la commune et le département), pour développer les services publics... Pour le dire autrement, poursuivre, démocratiser, développer nos départements. Sur ces bases, nous pouvons mener de grandes batailles et avec des hommes et des femmes plus nombreux, peut-être que ce que nous croyons. Nous devons vivre ces échéances comme une chance de franchir un cap supplémentaire dans notre démarche de rassemblement.

Cela suppose à la fois d'affirmer notre influence dans le pays en présentant des candidats partageant notre ambition dans un maximum de cantons, de travailler à renforcer la présence de conseillers communistes, Front de gauche, de gauche et écologistes engagés contre l'austérité, dans les assemblées élues avec une attention particulière à l'Allier et au Val-de-Marne, et de participer à des majorités de gauche partout où les conditions en sont créées.

Lorsque nous parlons de « rassemblement large », c'est d'abord le rassemblement du peuple que nous cherchons à gagner, c'est aux hommes et aux femmes de notre pays, de nos territoires que nous voulons nous adresser. Rassembler, c'est lutter contre la désunion qui empoisonne notre peuple en enfermant chacun dans une catégorie, en faisant croire à chacun qu'il est plus menacé que les autres, en empêchant que se manifeste clairement le refus de l'horizon annoncé et que se construisent des aspirations partagées. Et d'éventuels accords entre formations politiques ne pourront que découler de cette démarche, en tirant le meilleur des réalités locales. Parce qu'avec le débat qui monte à gauche, dans certains endroits nous pourrions œuvrer à des dynamiques larges, et dans d'autres cela sera plus compliqué. De son côté, le Parti socialiste, va chercher, partout, à nous rencontrer, pour essayer de surmonter les graves difficultés qui se présentent à lui, tant il se trouve plombé par la politique de Valls et Hollande. Les Verts peuvent également se tourner vers nous. Il n'est pas à l'ordre du jour de rechercher des accords globaux à l'échelle nationale. La question pour nous, est de construire départementalement les candidatures les plus rassembleuses ; dans ce cadre, peut-être faudra-t-il ne pas s'interdire au plan local certaines réciprocités permettant de mieux défendre nos lignes de fond en ne laissant pas le terrain libre aux appétits de la droite et de l'extrême droite. Au sein du Front de gauche, ce débat d'orientation va se poursuivre, mais nous devons ensemble amplifier et dépasser la dynamique que nous avons réussi à construire jusqu'ici, afin, non pas d'exister le temps d'une campagne, mais de compter au quotidien dans les choix avec la population. Où certains voudront organiser un référendum anti-Hollande, il s'agit pour les forces que nous représentons de battre en brèche l'austérité et la casse démocratique.

Dès aujourd'hui, nous devons commencer à réfléchir avec créativité aux candidatures possiblement emblématiques de notre démarche, capables de réaliser le meilleur résultat et si possible dans le plus grand nombre d'endroits de nous emmener à la gagne, en ayant à l'esprit que chaque canton demande quatre candidats à parité. Il y a urgence car d'ores et déjà, des forces politiques vont se hâter de se positionner. Au mois de décembre, dernier carat, nous devons être prêts, car début janvier, la campagne battra son plein. C'est dans des démarches départementales que ces candidatures devront se construire et se décider.

Il faut avoir à l'esprit que les élections risquent d'être marquées par de nouveaux progrès du Front national, augmentées par la porosité grandissante entre la droite et l'extrême droite. Nous devons mesurer que cette situation peut déboucher dans de nombreux endroits sur des questions difficiles qui risquent de nous être posées dès avant le premier tour. Nous devons réfléchir aux déterminants qui fonderont notre positionnement en cas d'absence de candidats présentés par nous au second tour. Aux candidats qualifiés issus de forces se réclamant de la gauche, nous devons demander ce qu'ils comptent faire contre l'austérité. En cas de duel entre la droite et l'extrême

droite, nous connaissons les effets contre-productifs de la logique de Front républicain, puisque cette démarche le légitime comme force de rupture, mais nous devons nous garder de tout ce qui pourrait banaliser l'existence d'un parti qui continue de porter un projet dangereux marqué par la xénophobie et le nationalisme.

Chères et chers camarades,

La situation est lourde de dangers, mais elle est aussi grosse de possibles. Affronter cette crise politique et démocratique profonde, pour rendre le pouvoir à notre peuple, n'est-ce pas une raison d'être fondamentale pour notre parti ?

Si nous menons la campagne contre la réforme territoriale de manière offensive, en pointant l'insupportable austérité à venir, nous nous placerons en position de rassembler et de faire des élections départementales un événement positif pour permettre à notre peuple de reprendre la main. La résolution que nous construirons ensemble aujourd'hui pourra servir de base au débat de la conférence nationale, qui sera un moment important pour consolider et enrichir notre démarche.

Je veux terminer, vous me le pardonnerez, en citant Jean Jaurès, en cette année de centenaire de sa mort. Dans son célèbre discours à la jeunesse, prononcé à Albi en 1903, il exaltait la République, « République d'un grand peuple où il n'y avait que des citoyens et où tous les citoyens étaient égaux ». « Le prolétariat dans son ensemble, disait-il, commence à affirmer que ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, c'est aussi dans leurs relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice. Ce n'est pas seulement la cité, c'est l'atelier, c'est le travail, c'est la production, c'est la propriété qu'il veut organiser selon le type républicain. » Mais lorsque la République s'organise selon le type capitaliste, elle n'est plus qu'une illusion. Réinvestissons-la d'un grand récit émancipateur pour l'avenir.